

Bulletin d'histoire politique

Dufour, Christian, Le défi français : regards croisés sur la France et le Québec, Québec, Septentrion, 2006, 168 p.

Stéphane Paquin



Volume 15, Number 3, Spring 2007

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1054580ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1054580ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Paquin, S. (2007). Review of [Dufour, Christian, *Le défi français : regards croisés sur la France et le Québec*, Québec, Septentrion, 2006, 168 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 15(3), 337–341. <https://doi.org/10.7202/1054580ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2007

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Dufour, Christian, *Le défi français : regards croisés sur la France et le Québec*, Québec, Septentrion, 2006, 168 p.

STÉPHANE PAQUIN
Université de Sherbrooke

On le sait depuis la parution de son premier livre, *Le Défi québécois*¹, portant sur l'ambivalence identitaire québécoise, Christian Dufour est l'auteur d'intuitions fortes et de vastes vues d'ensemble sur notre société. On ne s'étonne pas de ces vues alpines, quand on connaît la vision politique, « plus existentielle et pragmatique », dont elles procèdent : selon Dufour, le politique est un domaine qui « se pense à la frontière du droit, de l'histoire et de la littérature – dans une certaine mesure aussi de la philosophie ». On aura compris que l'auteur s'adresse à un lectorat appelé à prendre des décisions politiques réelles et bien concrètes à divers échelons, allant du simple vote électoral jusqu'à la décision ministérielle, c'est-à-dire un lectorat qui a besoin d'un horizon plus large que la dernière vogue techno-gestionnaire, et qui demande plus qu'une information perdue dans la surabondance journalistique.

La réflexion de Dufour pourrait donc se ranger aux côtés des essais de Dominique de Villepin (*Le Cri de la gargouille*, 2002), l'esbroufe en moins. En effet, l'auteur nord-américain n'a pas l'habitude de jeter de la poussière aux yeux du lectorat, son écriture étant sobre, voire rocailleuse comme le sol du Saguenay–Lac-Saint-Jean, sa région d'origine. Il prend le pari d'élargir son horizon pour embrasser la modernité politique française tout entière : la France, grande nation du G8, et sa seule colonie de peuplement à lui survivre en Amérique du Nord, le Québec. Avec sa recherche combinée de lucidité et de vision d'avenir (ce qu'on pourrait appeler plus simplement son « optimisme réaliste »), l'auteur tente de comprendre le rôle que peuvent jouer la France et le Québec dans un contexte de décadence du modèle français et de déclin historique global sur trois cent ans face à l'hégémonie « Anglosphère ». Tandis que la mondialisation impose des défis à tous les pays,

les sociétés françaises auraient, selon lui, quelques propositions pertinentes à apporter au reste du monde. Le Québec, par exemple, aurait développé une façon d'interagir avec le monde anglophone qui pourrait être utile à tous.

Les deux premiers chapitres, fort intéressants, situent l'expérience française telle qu'elle se déploie dans l'histoire, à travers les siècles, depuis la Conquête normande. Nous y retrouvons le Dufour du *Défi québécois*, qui exprime avec bonheur en quelques phrases, l'essentiel de l'évolution complexe des rapports politiques du « vieux couple querelleur »² franco-britannique. L'explication de ce rapport amour-haine, de rivalité et d'amitié périodique, de cette « bonne vieille guerre » entre les deux premières nations politiques d'Europe culmine dans *Le Défi français* avec la figure du général de Gaulle et la construction problématique de l'Europe. À travers le récit historique, on voit l'Angleterre, boutée hors d'Europe par la France, se tourner vers l'Atlantique, tandis que la France dominera plutôt l'Europe jusqu'à se fondre quasiment avec la vie du continent : « La France représente quelque part le cœur et l'âme de l'Europe. » (p. 36)

Or l'auteur s'inquiète de la perte d'influence d'une France qui dominait jadis l'espace continental européen dans tous les domaines. L'Europe à vingt-cinq, par exemple, lui semble l'achèvement, au profit des États-Unis, d'une perte d'influence et d'autonomie considérable pour la France. Il s'interroge :

Sera-t-il possible à la France de se donner entre autres, sur le plan psychologique, une autonomie et une marge de manœuvre nouvelles [...] Sera-t-on capable de renouer avec l'approche davantage pragmatique de l'époque du charbon et de l'acier, quand l'Europe se faisait presque à reculons ?

Dufour propose donc un rapprochement des pôles politiques franco-anglais, pour redonner à la France une partie de son autorité et de son influence en Europe. Et le Québec – le thème n'est qu'esquissé – donne justement l'exemple d'une nation française qui négocie depuis toujours avec le pouvoir anglophone.

Dans un deuxième temps, le livre donne à penser l'histoire française de façon assez probante comme une succession de cycles aux trois quarts de siècle, à travers lesquels la France, au bout d'une « période de routine conservatrice » sur quelques décennies voyant l'émergence d'une stabilité et d'un art de vivre, *se casse*³, pour reprendre le texte, lors d'une grande crise qui tarde à se résorber. Ces crises récurrentes (Guerre de religion, Fronde, fin de règne de Louis XIV, Révolution de 1789, 1870, 1940, 200 ?) marquant une perte de pouvoir et une rupture négative avec le passé, sont en bout de ligne surmontées par la culture française, qui se montre toujours capable de redressement

collectif et de sursaut politique surprenant. La meilleure illustration qu'apporte l'auteur est bien sûr, le miracle du rétablissement de la France dans ses prérogatives de grande puissance, après la dégringolade de Vichy. Dufour esquisse une analogie entre cette dynamique de crise et les cycles historiques québécois depuis la Conquête : le désastre de 1763 est suivi du rebondissement de 1774, l'Union législative de 1840 est suivi par la Confédération, et 1960 marque une dernière rupture avec le passé. L'analogie, peut-être par lassitude de l'auteur, lequel a abondamment traité de notre évolution politique dans ses autres écrits, n'est pas vraiment développée.

La seconde moitié du livre (les chapitres III et IV) s'inscrit davantage dans l'actualité. Elle est sans doute moins convaincante. Dufour se décrit lui-même comme un « conservationniste », et non simplement comme un « conservateur », afin de se dissocier des *neoconservatives* états-uniens. Pour lui, la période post-guerre froide actuelle est une période d'instabilité marquée par l'hégémonie d'une seule « hyper-puissance », selon l'expression de Hubert Védrine. Le « bris d'équilibre » s'exprimerait aussi économiquement par une « montée en force, sans réel contrepoids, de libéralisme économique à l'américaine ». Prolongeant cette réflexion, Dufour trouve des avantages dans l'ancien *équilibre de la terreur* « créateur de stabilité et empêchant certains abus du capitalisme ». Cette montée du libéralisme économique qui se fait au détriment de l'État, s'accompagnerait aussi d'une montée de l'irrationnel politique. Les attentats du 11 septembre auraient rendu les Américains « vulnérables, les faisant en partie sombrer dans un irrationnel qui n'est pas sans présenter certaines analogies avec celui de leurs adversaires fondamentalistes » (p. 110). Dufour cite l'invasion de l'Irak, un pays qui ne serait pour rien dans la préparation des attentats de New York et de Washington. En associant la théorie de l'« Axe du mal », utilisée par le Pentagone pour intervenir aux quatre coins de la planète, à une théorie fondamentaliste du type de celle que défend d'Al-Quaeda, Dufour fait l'économie d'une argumentation plus détaillée et d'une réfutation satisfaisante des idées néo-conservatrices en matière de politique étrangère. Ainsi, « l'ébranlement de l'alliance atlantique » devient l'entière responsabilité des États-Unis, nous autorisant à penser, par ricochet, que la France fut dans cette affaire la voix de la raison à travers les interventions de de Villepin et de Chirac. D'un ton réprobateur, la crainte du terrorisme est comparée au maccarthysme et à la conception reaganienne de l'URSS qualifiée comme le on sait de « *Evil empire* », manifestations de « l'irrationnel » américain. C'est là qu'on retrouve la marque du conservatisme *surtout aronien* de Dufour, qui n'est ici ni tocquevillien ni burkéen. Ce qui fait de la France une nation-guide potentielle au milieu d'une mondialisation affolée, c'est son cartésianisme, sa rationalité claire, apparaissant

comme une des « valeurs d'avenir de type français » : « Rationalité se confond souvent ici avec sens commun : on l'a vu au printemps 2003 dans le dossier irakien. » (p. 142)

Les certitudes morales de l'administration Bush, associées d'emblée à des simplifications idéologiques nuisibles, devraient être balancées par l'esprit non-puritan des Français, « vieux peuple qui en a vu d'autres », dont le « corrosif scepticisme voire la scandaleuse amoralité » comportent « des côtés positifs ». Dufour y va même d'un « Vive Rabelais ! » Ce cri du cœur fort sympathique, ne saurait cependant taire les doutes d'une partie du lectorat moins marquée à gauche quant à certaines interprétations dufouriennes sur le « puritanisme intolérant » et le « matérialisme prononcé », qui seraient propres aux valeurs de type anglais. Dans sa pensée, s'il reconnaît que les valeurs (puritaines-marchandes) anglaises sont plus fonctionnelles que les valeurs (cartésiennes-rabelaisiennes) françaises, il semble nécessaire pour l'équilibre général du monde que la France, en tant que porte-parole des petits qui luttent, continue d'incarner « le droit à la dissidence » et la « vraie différence politique et identitaire ». On peut penser qu'en effet, aux yeux des majorités québécoise et française, le gaullisme de la Deuxième Guerre mondiale est exemplaire de cette dissidence française essentielle au monde.

Les appels du Dufour pour un retour aux cultures nationales et aux cultures locales, et pour une expérience plus pragmatique du politique, basée sur les acquis et sur l'expérience, pourraient trouver un écho chez des décideurs francophones emportés passivement par une marée de programmes idéalistes aux effets incertains. Cet essai ne s'adresse pas à ceux pour qui le rapprochement douteux entre rationalisme et sens commun, largement désavoué par l'histoire, est l'une des causes directes du déclin français.

Le Défi français ouvre des pistes de réflexion larges et multiples, comme tous les livres de l'auteur, qu'on soit d'accord ou non avec lui. On peut souhaiter qu'il poursuive sa démarche avec le même doigté en détaillant cette fois les raisons de sa prise de distance face au conservatisme américain.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Christian Dufour, *Le Défi québécois*, Montréal, L'Hexagone, 1989.
2. Le mot de Colin Powell, nous rappelle l'auteur.
3. Le livre tourne autour de l'idée que la France est une société *cassante et cassable*. L'adjectif « cassante » évoque une attitude franco-européenne que les Québécois connaissent bien et qu'il blâme au reste très souvent d'ailleurs ; il renvoie aussi à l'esprit cartésien des français, à leur assurance rationaliste. L'adjectif « cassable » évoque

plutôt la fragilité de cette culture, emportée successivement par de grandes crises marquant un déclin global de la France dans le temps.